



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2819
12 août 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Ukraine, Taïwan, Gaza le capitalisme c'est la guerre



TWITTER/RAFANELLI

À Gaza, le 8 août

Sécheresse
**Catastrophe
annoncée**

Pages 3, 12

Hausse des prix
**Les salaires
doivent suivre !**

Pages 3, 5

Saisonniers
**La main-d'œuvre
se rebiffe**

Pages 5, 9

Leur société

- Sécheresse: une catastrophe annoncée 3
- Les golfs ne manquent pas d'eau 3
- Prix: les salaires doivent suivre 3
- Rentrée sociale: préparer la riposte 3
- Darmanin: flagrant délit de mensonge 4
- Matraque contre rodéos urbains 4
- Carte Vitale biométrique: la démagogie, ça coûte cher 4
- Pollution: applications pipeau 4
- Grande distribution: un centime de baisse et un million d'encaisse 5
- Saisonniers: patron cherche salarié sous-payé 5
- CAC 40 voleurs 5
- Fil rouge 5

Dans le monde

- Russie: censure, amendes et peines de prison 6
- Ukraine: Amnesty rappelée à l'ordre 6
- Des céréales qui ne nourrissent pas 6
- Une vérité qui dérange 6
- Israël-Palestine: attaque meurtrière contre Gaza 7
- Milliardaires traqués: pourquoi tant de haine? 7
- Allemagne: grève victorieuse dans six hôpitaux 7
- Taïwan: une créature de l'impérialisme 12
- Climat: pas de solution sans révolution 12

Il y a 10 ans

- Afrique du Sud: le massacre des grévistes de Marikana 8

Dans les entreprises

- Grand Paris Express 9
- ArcelorMittal 9
- Avoriaz: des saisonniers se rebiffent 9
- Pénurie de main-d'œuvre? Non, pénurie de salaire! 9
- CHU-Angers 10
- Hôpital de Saint-Étienne 10
- Crèches: vers de simples consignes 10
- Air France 10
- Travailleurs sans papiers: régularisation! 11
- Bergerac: patron incontrôlé, ouvriers blessés 11

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

De l'Asie à l'Ukraine, le capitalisme, c'est la guerre... il faut le renverser!

En se rendant à Taïwan mercredi 3 août, l'américaine Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, a fait monter la tension entre la Chine et les États-Unis. Les autorités chinoises, qui considèrent cette île comme partie intégrante de leur territoire, ont lancé en réaction des exercices militaires autour de Taïwan, avec déploiement de dizaines de navires et d'avions de guerre et tirs de missiles.

La Chine s'est contentée de faire une démonstration de force, mais elle n'est pas la seule à le faire dans cette région du monde. Depuis plusieurs années, les États-Unis et leurs alliés, dont la France, y organisent eux aussi régulièrement d'importantes manœuvres militaires. Il y a des raisons de s'inquiéter de ce bruit de bottes persistant.

Face à la Chine, les États-Unis se posent en défenseurs de la démocratie taïwanaise. Quel sinistre mensonge! Le régime actuel est l'héritier des débris du vieil appareil d'État corrompu, qui, fuyant en 1949 les troupes de Mao Tsé-toung, trouvèrent refuge dans cette petite île. Ils y mirent en place une dictature qui, pendant 40 ans, réprima féroce toute opposition. Bénéficiant du soutien militaire et économique de l'impérialisme américain, ils furent longtemps considérés dans les instances internationales comme les seuls représentants de la Chine.

Le régime maoïste était lui aussi une dictature, mais ce n'est pas cela qui amena les dirigeants de Washington à rompre toute relation avec lui. Ils ne lui pardonnaient pas d'être arrivé au pouvoir contre leur volonté, qui plus est en s'appuyant sur un mouvement de mobilisation populaire dans la paysannerie, ce qui lui donnait les moyens de refuser la tutelle des États-Unis.

Par la suite, ceux-ci changèrent d'attitude car ils avaient besoin de la Chine pour les aider à mettre fin à la guerre du Vietnam dans laquelle les troupes américaines s'étaient enlisées. En 1971, ils ouvrirent les portes de l'ONU aux dirigeants chinois et, du même coup, en chassèrent ceux de Taïwan. L'impérialisme est coutumier de ces manœuvres consistant à utiliser des oppositions entre États, quand il ne les suscite pas, pour mieux asseoir sa domination.

Quand la Chine commença à s'ouvrir sur le plan économique, les capitaux occidentaux ont

pu s'y investir et participer ainsi à l'exploitation des travailleurs chinois, en tirant avantage du régime dictatorial. Mais l'hostilité de fond de l'impérialisme à l'égard d'un État qu'il ne contrôlait pas totalement n'avait pas disparu. Aiguisée par l'aggravation de la crise économique, l'actuelle montée des tensions peut aller dans l'avenir jusqu'à des affrontements militaires.

En multipliant les foyers de tension, l'impérialisme a transformé le monde entier en une véritable poudrière. Au Moyen-Orient, les habitants de Gaza, en plus de subir depuis quinze ans un terrible blocus économique, ont été à nouveau soumis à des bombardements israéliens meurtriers. Pour bénéficier d'un allié dans cette région, l'impérialisme américain n'a jamais cessé d'apporter son soutien indéfectible aux dirigeants israéliens et à leur politique de spoliation et d'oppression des Palestiniens, imposant ainsi aux peuples de la région, israélien et arabes, de vivre dans un état de guerre permanent.

Dans l'est de l'Europe, l'Ukraine est devenue le théâtre sanglant du bras de fer des grandes puissances occidentales, États-Unis en tête, avec la Russie. Poutine, Biden et les autres dirigeants des pays de l'OTAN se font la guerre avec la peau des populations ukrainienne et russe.

Le système impérialiste, fondé sur des rapports de domination, sur l'exploitation et la recherche du profit par la minorité privilégiée qui domine la société,

plonge aujourd'hui bien des peuples de la planète dans des guerres barbares.

Ici, en France, la population ne meurt pas sous les bombes. Les travailleurs doivent défendre leurs conditions d'existence face à l'inflation, aux attaques du grand patronat et du gouvernement à son service. Mais, pour s'opposer à un avenir inévitablement fait de crises toujours plus graves et de guerres de plus en plus généralisées, ils doivent refuser de laisser leur sort entre les mains des classes dirigeantes et de leur gouvernement.

À bas l'impérialisme, ses manœuvres diplomatiques et militaires pour embrigader les travailleurs et les peuples et les dresser les uns contre les autres! Vive la lutte des travailleurs pour renverser le capitalisme, seul espoir pour l'humanité d'échapper à la catastrophe!

Nathalie Arthaud



Sécheresse : une catastrophe annoncée

ALPES-MARITIMES



Le lac du Broc dans les Alpes-Maritimes.

La sécheresse qui se prolonge a des conséquences de plus en plus graves : incendies, pénuries d'eau potable, restrictions et promesse d'une nouvelle flambée de prix agricoles à la rentrée.

Les récoltes de blé ou de maïs, comme la production laitière, diminueront, et le bétail risque de manquer de fourrage pour l'hiver.

Face à ces menaces, le gouvernement a constitué une cellule de crise. Des décisions dans l'urgence seront peut-être prises, mais on peut parier qu'elles seront dérisoires, et plus contraignantes pour les travailleurs ou les petits

agriculteurs que pour les grands industriels ou les gros céréaliers.

Des solutions techniques sont proposées par les spécialistes pour limiter la catastrophe : moderniser la distribution de l'eau en réduisant les 20 % qui se perdent dans les circuits, développer le recyclage, stocker l'eau en profondeur pour limiter l'évaporation. Il serait aussi nécessaire de

modifier les pratiques agricoles pour limiter l'irrigation ou l'arrosage intensif.

Au-delà des problèmes techniques, cela pose le problème de l'organisation capitaliste de l'économie. La terre a soif, mais les capitaux investis dans sa culture sont encore plus assoiffés de profit, et c'est en définitive ce qui compte le plus dans les décisions.

D'après les experts, la sécheresse actuelle sur l'ouest de l'Europe, qui dure en fait depuis quatre ans, est la plus grave dans la région depuis 250 ans au moins. Dans l'Ouest américain, et surtout dans bien des pays pauvres, la situation est encore pire. Cela fait trente ans que les climatologues ont annoncé cette aggravation des sécheresses comme une des conséquences à venir du réchauffement climatique. Rien n'a été fait depuis pour en prévenir les conséquences, sinon des discours.

Ni le réchauffement climatique ni ces catastrophes ne sont une fatalité. Ils rendent urgente une réorganisation radicale de

l'économie à l'échelle du monde pour gérer rationnellement les ressources de la planète, y compris l'utilisation de l'eau, et préserver les conditions de vie des générations futures. Autant

de choses dont une économie gouvernée par les lois du marché est incapable et qui exigeraient qu'elle soit mise sous le contrôle des travailleurs.

Serge Fauveau

Les golfs ne manquent pas d'eau

Lorsque le niveau dit « de crise » est décrété par les autorités concernant l'état des ressources en eau, l'irrigation des cultures, l'arrosage des espaces verts comme celui des terrains de sport (sauf ceux où se déroulent les compétitions les plus importantes) sont en principe interdits.

Mais voilà qu'un accord signé entre le ministère de la Transition écologique et la Fédération française de golf prévoit une dérogation pour les greens et les départs des terrains de golf, qui peuvent ainsi continuer à être arrosés la nuit.

Les sociétés gérant les golfs expliquent que c'est une question de survie pour

leur activité, les dommages devenant, selon elles, irréversibles en l'absence d'arrosage. Elles menacent, si les golfs ferment, de licencier des centaines de salariés.

Pour rester vert, un parcours de golf moyen, d'une quarantaine d'hectares, consomme autant d'eau qu'une ville de 7000 habitants. Dans cette société, il est donc plus important d'assurer l'avenir d'un loisir surtout pratiqué par une minorité fortunée, que celui des petits agriculteurs dont les champs se dessèchent et dont les animaux tirent la langue sans avoir le droit d'aller brouter la belle herbe des greens voisins.

S. F.

Prix : les salaires doivent suivre !

La propagande gouvernementale, comme le tyrannosaure, marche sur deux jambes. D'une part, les ministres vont affirmant que tout est fait pour contenir les prix et aider les familles à faire face à l'inflation, et personne n'y croit.

Par ailleurs, de savants économistes, des journalistes avertis et des patrons désolés mais bien en cour annoncent que les prix de certaines denrées vont exploser, et cela, tout le monde s'y attend.

On ne sait pas encore jusqu'à quels sommets vont grimper les prix de l'énergie. Mais on prédit déjà que le litre de lait sera inabordable à la rentrée, que l'eau va manquer, que le beurre va disparaître, que le prix du pain va suivre celui du blé dont le cours flambe suite à la guerre en Ukraine. Et de trouver des explications économiques, militaires, climatiques ou autres. Mais la vérité est que, dans la lutte de tous contre tous, chaque capitaliste tire les prix de ses marchandises vers le haut afin de conserver, voire d'accroître son profit. À ce jeu, les plus gros gagnent

à tous les coups et ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail, les prolétaires, payent pour tout le monde.

Les déclarations et dissertations sur les hausses de prix prévisibles, de la part du gouvernement comme dans les médias, font partie d'une campagne de propagande visant à préparer les

familles populaires à subir sans rechigner une réduction de leur niveau de vie. Elle n'est pas neutre car elle dédouane par avance le grand capital en justifiant ses choix par les nécessités de l'économie.

Face à une menace directe et annoncée, les travailleurs doivent se préparer à défendre leurs conditions de vie, à commencer par leur salaire et ses dérivés, et s'organiser pour mener cette lutte.

Paul Galois



Rentrée sociale : préparer la riposte

La presse s'est fait l'écho de la préoccupation actuelle du gouvernement : comment préparer les Français à une rentrée difficile ?

Autrement dit, comment faire passer la pilule des prochains sacrifices auprès des classes populaires ?

Dans une interview, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, a notamment rappelé que la réforme du chômage et celle des retraites, réclamées depuis longtemps par le patronat, seront à l'ordre du jour dès la rentrée. L'inflation s'installe dans la durée, et même les quelques augmentations de salaires promises, par exemple, dans la fonction publique, ne seront pas en mesure d'enrayer la baisse du pouvoir d'achat.

Alors les ministres réfléchissent à la manière de « faire entrer ces sujets dans l'atmosphère ». Le gouvernement a commencé à distiller l'idée qu'il faudrait

faire preuve de sobriété et consommer moins, avertissant qu'il y aura certainement des coupures d'électricité dans les grandes villes à l'automne. À la télévision, tous les jours, on multiplie les conseils pour faire consommer moins. Dans les coulisses de l'Assemblée, un député macroniste glisse à un journaliste : « Il ne faut pas se mentir, ça va être dur. L'hiver va être compliqué. » Le message est clair : il va y avoir des contraintes.

Face à cette campagne du gouvernement, les travailleurs doivent se préparer, eux, à riposter aux attaques annoncées. La classe ouvrière a la force de s'y opposer. C'est la seule réponse valable à donner à ces promesses de sang et de larmes.

Pierre Merlet

Darmanin : flagrant délit de mensonge

Accusant un imam du Nord, Hassan Iquioussen, d'avoir tenu des propos antisémites, contraires à la laïcité et sexistes, le ministre de l'Intérieur Darmanin a annoncé le 28 juillet qu'il serait expulsé vers le Maroc, dont ses parents sont originaires. Mais le 5 août, le tribunal administratif de Paris a suspendu cette procédure.

Il a motivé sa décision en expliquant que certaines des accusations, comme l'atteinte à la laïcité, ne reposaient sur rien d'établi et

que rien ne justifiait une expulsion. Cet imam, proche des Frères musulmans, a certainement des idées dignes du Moyen-Âge. Mais

si Darmanin envisage de démettre tous ceux qui font du sexisme ou du racisme leur fonds de commerce, cela impliquerait de sacrées purges dans l'Église catholique, la police nationale... ou encore la classe politique.

À l'instar de Sarkozy en son temps avec son fameux Kärcher, le ministre espère concurrencer l'extrême droite sur le terrain de la

démagogie xénophobe. Durant le mois de juillet, il a, coup sur coup, annoncé une nouvelle loi contre les immigrants à la rentrée et l'expulsion d'un homme suspecté d'une agression de policiers, avant que celui-ci soit mis hors de cause.

À présent que l'expulsion de l'imam a été suspendue, Darmanin contre-attaque. La DGSI a en effet

opportunément fait savoir que celui-ci est fiché S. Le ministre a alors saisi le Conseil d'État, accusant le prédicateur de séparatisme. Darmanin sera-t-il à nouveau désavoué, comme c'est le cas quasiment à chaque fois depuis des semaines ? En tout cas, les médias auront parlé de lui, et c'est bien son seul objectif.

Thomas Baumer

Matraque contre rodéos urbains

Le ministre de l'Intérieur Darmanin a promis 10 000 interventions policières immédiates pour empêcher les rodéos urbains et punir leurs auteurs.

Cette déclaration fait suite au très grave accident dont deux enfants de Pontoise ont été les victimes, percutés par une moto sur le terre-plein où ils jouaient. Le chauffard, un jeune de 18 ans, s'est présenté le lendemain à la police, reconnaissant sa responsabilité.

Cette pratique du rodéo urbain, consistant à se livrer à des acrobaties en pleine rue sur divers véhicules, avait déjà tué une personne à Rennes au mois de juin. Elle suscite, outre de nombreux accidents, la crainte justifiée et le ressentiment légitime des riverains, particulièrement

des personnes âgées et des parents de jeunes enfants. Darmanin joue donc sur du velours en promettant plus de descentes de police, plus de saisies de véhicules, des peines et des amendes plus lourdes, etc.

Le même ministre, dans le même discours, évoque pourtant 8 000 interventions en deux mois lors de rodéos, 700 véhicules saisis, 1 200 interpellations. Un de ses prédécesseurs avait même fait voter une loi spéciale sur les rodéos urbains. Darmanin n'annonce donc rien d'autre que ce qui existe déjà et qui a tristement montré son

inefficacité. Mais il le fait à coups de trompe et pour se mettre en valeur.

Les rodéos sont à l'image de la dégradation que connaissent les quartiers populaires. Ce phénomène, ainsi que la délinquance, le trafic de drogue et les multiples incivilités sont évidemment montés en épingle par les démagogues comme Darmanin et ses concurrents.

Ils insistent moins, surtout lorsqu'ils sont aux affaires, sur le chômage et la précarité qui écrasent la jeunesse, les équipements collectifs laissés à l'abandon, le pitoyable état des logements, la vie de relégation, de mépris et d'oppression de centaines de milliers de jeunes des quartiers populaires.



DAVID ROSSI

Le jeune motard est certes responsable de l'accident et les amateurs de rodéo en pleine rue sont des dangers publics. Mais les politiciens à la Darmanin, qui organisent et justifient le délaissement des quartiers

populaires et ramassent la popularité à coups de matraque, sont des dangers sociaux. Ils se moquent complètement des ravages subis et de la vie quotidienne des familles ouvrières.

Paul Galois

Carte Vitale biométrique : la démagogie, ça coûte cher

Le Sénat a voté le 3 août le lancement de la carte Vitale biométrique, comportant des données physiques de l'assuré telles que les empreintes digitales.

Elle est présentée par la droite et le RN comme un remède contre une prétendue fraude sociale, qui n'a quasiment aucune réalité.

Cela fait en effet plusieurs années que ces politiciens crient à l'abus de fausses cartes Vitale. Le Pen en a fait un article de programme lors des trois dernières présidentielles. En juillet, le sénateur LR Bruno Retailleau a sorti de son chapeau le chiffre fantastique de sept millions de cartes excédentaires.

En réalité, la direction de la Sécurité sociale fait état, en juin 2022, d'un excédent de... 3 200 cartes par rapport au nombre d'assurés équipés. Il s'agit essentiellement de retards à la désactivation de cartes perdues.

Si la fraude dénoncée par la droite et le RN est dérisoire, le coût de la mesure qu'ils ont votée ne l'est pas. D'après un rapport du Sénat, le remplacement des cartes Vitale par leur version biométrique coûterait

au minimum 1,3 milliard d'euros. Vingt années seraient nécessaires à l'actualisation intégrale des cartes, alors qu'il existe déjà un autre projet, lancé depuis cinq ans : le passage à une application pour smartphones.

D'après la Fédération des pharmaciens d'officine, le montant investi représenterait déjà deux milliards d'euros. Ainsi, les politiciens qui font mine de s'émouvoir de l'argent perdu par d'imaginaires fraudeurs n'ont aucun problème à jeter eux-mêmes des milliards par la fenêtre.

Thomas Baumer

Pollution : applications pipeau



YACHTWORLD

Un arrêté ministériel contraint désormais les services numériques d'assistance aux déplacements, autrement dit, les applications sur smartphone telles que Google maps ou Waze, à promouvoir des itinéraires et des moyens de transport moins polluants.

Ils devront notamment afficher le hashtag gouvernemental #SeDéplacer-MoinsPolluer et suggérer à

ceux qui n'y auraient pas pensé le vélo, le covoiturage, la vitesse réduite sur autoroute ou la marche à pied.

Mais interdire aux Gafam les lucratives réclames pour les gros SUV polluants et les berlines de luxe aux boîtes à gants réfrigérées, sièges ventilés et compartiments à champagne n'est pas à l'ordre du jour.

On peut se demander si, équipés de ces GPS moralisateurs, les jets privés des milliardaires comme celui de Bernard Arnault ou son super-yacht le *Symphony* de 102 mètres et six ponts avec héliport, salle de cinéma, piste de danse, terrain de golf, etc., pollueront vraiment beaucoup moins.

V.L.

Grande distribution : un centime de baisse et un million d'encaisse

En ces temps de hausse des prix, la prudence s'impose dans les magasins et bien des familles populaires comparent étiquettes et promotions avant de faire leurs achats.

Les patrons de la grande distribution le savent et se présentent en défenseurs du niveau de vie des consommateurs. Ainsi, Michel-Édouard Leclerc dit suspecter les industriels de gonfler indûment leurs tarifs et demande qu'une commission d'enquête fasse la lumière sur la formation des prix. Un représentant de Carrefour affirme « se tenir auprès de ses clients dans cette période difficile » alors que celui d'Intermarché certifie « revoir tous les tarifs avec les fournisseurs ». Le président de Système U, quant à lui, prétendait

encore, il y a deux mois, accepter la hausse sans la répercuter sur les prix, et se présentait le 9 août à la radio comme un spécialiste, voire un chevalier, de la défense du consommateur.

L'aplomb de ces gens semble directement indexé sur leur chiffre d'affaires et leurs bénéfices. Car, contrairement à ce que prétendent leurs dirigeants, les grandes entreprises de distribution ne sont pas des associations à but non lucratif. Ce sont de grandes entreprises qui se battent pour servir le meilleur rendement possible à leurs propriétaires.



Déjà en 2006.

Pour cela, elles font pression sur les fournisseurs en se regroupant en centrales d'achat géantes. Elles exploitent leurs salariés, maintenant les rémunérations au plus bas et utilisant toutes les combines du temps partiel, des contrats courts, de l'apprentissage et de la succession des stagiaires non payés. Comme tous les grands patrons, leurs dirigeants ponctionnent en permanence la vache à lait étatique. Ainsi la promesse récente, publicitaire elle aussi, de réaliser des économies d'énergie a été assortie d'une demande de subventions pour les glaciers

et les panneaux photovoltaïques installés sur les parkings.

Leur position de quasi-monopole a été acquise sous l'aide et la direction de l'État, par la concentration du capital, grâce à l'aménagement du territoire par et pour l'automobile. Conditionnée par une vie sociale réglée autour de l'exploitation capitaliste, elle s'est encore renforcée avec l'apparition du commerce en ligne. Aucun discours, si démagogique ou sirupeux qu'il soit, ne fera passer ces parasites pour des bienfaiteurs de l'humanité.

Paul Galois

CAC 40 voleurs

Sur les 40 entreprises cotées à la Bourse de Paris, 38 ont publié leurs comptes pour le premier semestre 2022, affichant 72,5 milliards d'euros de bénéfices cumulés, un nouveau record.

Ces profits sont en augmentation de 26% par rapport au premier semestre de l'an dernier, et valent près de deux fois ceux de 2019. L'entreprise en tête du classement est TotalEnergies, avec plus de 10 milliards d'euros. Les actionnaires du groupe pétrolier profitent donc à fond de la hausse du prix de l'essence, c'est-à-dire d'une des causes principales de l'appauvrissement des classes populaires. Le bénéfice d'Engie, principal fournisseur de gaz du pays, est en hausse de 113% par rapport à l'an dernier, s'élevant à 5 milliards d'euros. Les centaines d'euros perdus chaque mois par les travailleurs ne s'envolent donc pas

en fumée, mais alimentent les dividendes.

Ce gigantesque transfert de richesses, à l'échelle de la société, allant des poches des exploités vers les coffres-forts des exploités, permet également d'expliquer l'augmentation des bénéfices des groupes de luxe, tels que LVMH, L'Oréal ou Kering, tous trois autour de 30%.

72 milliards d'euros, cela représente 400 euros par mois sur le semestre pour chaque travailleur. De l'argent pour augmenter les salaires, il y en a ! Les coffres-forts des capitalistes en débordent.

Thomas Baumer

Saisonniers : patron cherche salarié sous-payé

Il est difficile d'échapper en ce moment aux lamentations patronales sur la difficulté de trouver de la main-d'œuvre. Ainsi, début août, interviewé sur RMC, un directeur de parc d'attractions se plaignait d'être pris en otage par les demandes excessives des jeunes saisonniers.

Poser un jour de congé ou demander à finir exceptionnellement une heure plus tôt, voilà ce que ce patron considérait comme excessif. Et d'expliquer benoîtement que son parc, situé près de la frontière suisse, n'arrive plus à retenir les enfants de frontaliers, qui trouveraient de l'autre côté des jobs d'été payés 3000 ou 4000 euros. Il en concluait que « la solution sera peut-être des contrats de travail plus flexibles, que l'on puisse arrêter du jour au lendemain ».

Quand les prix de l'huile flambent, capitalistes et journalistes justifient cela par la pénurie. Mais lorsqu'il s'agit de pénurie de main-d'œuvre, les travailleurs n'auraient pas le droit de faire monter leur prix, c'est-à-dire les salaires. Les patrons considèrent comme normal de



mettre les travailleurs en concurrence, mais que des travailleurs puissent oser les mettre, eux, en concurrence, quel culot !

On peut aussi rappeler que c'est le patronat qui a poussé une certaine Élisabeth Borne, ministre du Travail, à remettre en cause l'an dernier l'indemnisation chômage des saisonniers. Ceux-ci ont besoin maintenant d'avoir travaillé six mois, soit deux saisons au lieu d'une, pour recharger leurs droits. Tout cela pour un salaire au smic, des heures supplémentaires non payées, et des conditions de logement souvent indécentes. On comprend que ça donne envie de fuir...

Serge Fauveau

fil rouge

Canicule : accès restreint aux piscines

Alors que la canicule pousse à chercher à se rafraîchir, des piscines sont obligées de restreindre leurs horaires d'ouverture ou le nombre de couloirs disponibles, faute de maîtres-nageurs. Il en manquerait 5000, les bas salaires et les horaires contraignants détournant les jeunes de ce type d'emploi.

Le nombre de piscines est en fait très insuffisant, surtout dans les banlieues ouvrières dont nombre d'habitants ne partent pas en vacances. Mais on ne peut à la fois investir dans les installations de prestige pour les JO et dans les piscines pour les banlieues.

Coup de pouce aux bons amis

D'anciens ministres, qui n'ont même pas réussi à se faire élire députés, n'ont pas eu besoin de « traverser la rue » pour retrouver un emploi. Macron les a pistonnés pour qu'ils soient nommés à des postes à la fois honorifiques et qui rapportent gros. Le JDD cite, entre autres, Agnès Buzyn qui siégera à la Cour des comptes, ou Jacqueline Gourault, au Conseil constitutionnel pour 13 697 euros net par mois. Entre gens du même monde, on se soutient !

Dans le même temps, les chômeurs voient leurs allocations rognées.

Pfizer fait grossir son magot

Pfizer serait sur le point de racheter Global Blood Therapeutics (GBT), qui vient d'être autorisée à commercialiser un médicament contre la drépanocytose, une maladie génétique touchant plusieurs centaines de milliers de personnes dans le monde.

Pfizer s'est considérablement enrichi grâce à son vaccin contre le Covid, et a pu consacrer 18 milliards d'euros à acquérir deux entreprises, et sans doute cinq, pour acheter GBT, dont le cours des actions a explosé.

Russie : censure, amendes et peines de prison

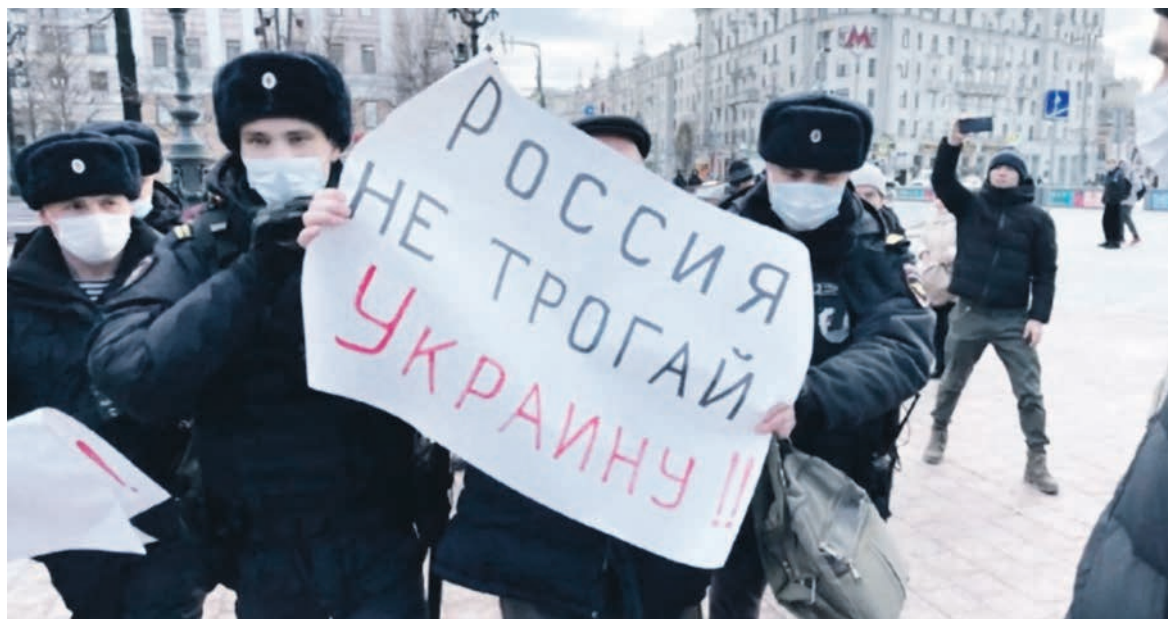
Le 14 mars, la journaliste russe Marina Ovsianikova avait fait sensation en brandissant une pancarte contre la guerre en plein journal télévisé. Après trois mois passés en Allemagne, de retour en Russie, elle continue à dénoncer la politique de Poutine.

Ses prises de position lui ont déjà valu deux procès et deux amendes pour « diffusion de fausses informations » sur l'armée russe. Elle vient d'être arrêtée et encourt jusqu'à 15 ans de prison. Selon elle, le pouvoir est réticent à donner plus d'écho à sa protestation car elle dispose d'un « soutien international solide ».

Après les manifestations qui ont eu lieu au début de la guerre en Russie,

beaucoup de participants ont été convoqués par la police, interrogés, des enquêtes ont été ouvertes. D'après l'association Agora, au moins 3 000 personnes ont eu des amendes, et au moins 80 se sont vu infliger des peines de prison. Parmi ces dernières, un conseiller municipal de Moscou, Gorinov, proche de l'opposition libérale, a été condamné en juillet à sept ans de colonie pénitentiaire.

De simples citoyens



Un manifestant contre la guerre arrêté à Moscou le 20 février.

ont aussi été durement réprimés. Par exemple, une femme de 45 ans, professeur d'anglais dans la ville de Penza, a dit à ses élèves, qui lui demandaient pourquoi les Russes ne pouvaient plus participer à des compétitions sportives à l'étranger, que c'était à cause de la

guerre en Ukraine et que la Russie avait bombardé une maternité à Marioupol. Dénoncée par des parents, elle a été condamnée à cinq ans de prison avec sursis, plus une interdiction de travailler dans les écoles publiques pendant trois ans.

Le régime de Poutine agit

pour étouffer les moindres signes de protestation. Il sait que plus la guerre dure, plus le mécontentement risque de monter.

Mais si c'est le cas, ses méthodes policières, loin d'empêcher la colère, ne feront que l'alimenter.

Pierre Merlet

Ukraine : Amnesty rappelée à l'ordre

L'ONG Amnesty International a été contrainte de présenter des excuses après la publication d'un rapport, jeudi 4 août, qui accusait les autorités ukrainiennes d'avoir mis en danger la vie de civils en les exposant aux bombardements russes.

Dans un souci d'impartialité, après de multiples enquêtes dénonçant les crimes de guerre des forces russes en Ukraine, qui lui ont valu la fermeture de son bureau à Moscou au mois d'avril, l'ONG a regardé du côté des forces ukrainiennes. Le rapport documente dix-neuf cas de troupes ukrainiennes déployées au sein ou à proximité de zones résidentielles. Amnesty s'est alors attiré les foudres, non seulement du président ukrainien Zelensky, mais aussi de ses alliés et des médias internationaux qui l'ont accusé de faire le jeu de Poutine. La directrice d'Amnesty en Ukraine a démissionné, tandis que,

bien entendu, la propagande russe citait le rapport

pour critiquer les autorités ukrainiennes.

La secrétaire générale d'Amnesty a fini par présenter des excuses pour la « douleur causée », tout en maintenant pleinement ses conclusions et en rappelant

que celles-ci n'exonéraient en rien les responsabilités des forces russes.

Alors que les dirigeants des grandes puissances occidentales présentent la guerre en Ukraine comme celle de la démocratie et du

droit contre la dictature, ce rapport montre une autre réalité. Celle de deux gouvernements, russe et ukrainien, dont les armées partagent le même mépris pour leur population.

P. M.

Des céréales qui ne nourrissent pas

Le *Razoni*, premier bateau à quitter l'Ukraine depuis le début de la guerre, parti le 1^{er} août avec une cargaison de maïs à son bord, était censé accoster au Liban.

Mais entre-temps l'acheteur initial aurait refusé la livraison, mettant en avant un retard de cinq mois dû à la guerre. Ou peut-être le propriétaire de la cargaison a-t-il tenté d'en tirer un meilleur prix? Quoi qu'il en soit, à présent, le *Razoni* navigue on ne sait trop où, en attente d'une nouvelle destination.

En tout, huit navires chargés de céréales sont partis

d'Ukraine. Mais la guerre n'est visiblement pas le seul obstacle à l'acheminement de leur marchandise.

Le marché est roi, tout s'achète et tout se vend, même les produits essentiels, et tout doit rapporter du profit, sinon cela n'intéresse pas les capitalistes. Des centaines de milliers de gens auraient besoin des céréales transportées par le *Razoni*, au Liban

où il devait accoster comme dans d'autres pays, mais tant qu'il n'y aura pas un acheteur pour sa cargaison, qui puisse faire un profit à son tour en la revendant, les céréales y resteront à fond de cale.

En outre, la spéculation règne sur les marchés et actuellement le cours des céréales a baissé. Comme, par ailleurs, le coût de la logistique en Ukraine, c'est-à-dire essentiellement du transport, a été multiplié par dix depuis le début de la guerre,

de nombreux producteurs de céréales de ce pays disent préférer stocker leur récolte en attendant que les prix remontent.

Une production qui reste dans des silos, un bateau qui dérive chargé de céréales, alors que la faim s'étend, c'est l'image révoltante d'une économie capitaliste qui entraîne le monde vers le naufrage. Il est urgent de changer de capitaine!

P. M.

Une vérité qui dérange

Roger Waters, l'un des membres du célèbre groupe Pink Floyd, est en tournée aux États-Unis. Au cours de celle-ci, il a qualifié Biden de criminel de guerre, l'accusant à la télévision de jeter de l'huile sur le feu en Ukraine au lieu d'encourager des négociations. Rappelant la responsabilité de l'OTAN

dans le conflit, il a déclaré : « Essayez d'imaginer ce que les États-Unis feraient si les Chinois mettaient des missiles nucléaires au Mexique et au Canada! »

Il paraît que ces déclarations ont fait scandale. Comme le chantait Guy Béart, « ce poète a dit la vérité, il doit être exécuté. »



Le *Razoni* dans le Bosphore.

Israël-Palestine : attaque meurtrière contre Gaza

Vendredi 5 août, jour de congé en Palestine, le gouvernement israélien lançait une attaque militaire meurtrière sur Gaza, officiellement pour « prévenir » une riposte d'un groupe nationaliste palestinien, le Jihad islamiste, après l'arrestation d'un de ses responsables. Trois jours plus tard, 46 Palestiniens, dont 16 enfants, avaient été tués et 360 blessés.

À peine plus d'un an après la dernière opération militaire qui avait fait 260 morts palestiniens et quatorze morts israéliens, le tout nouveau Premier ministre Yaïr Lapid a lâché son artillerie et ses drones meurtriers sur la bande de Gaza. Sous prétexte de protéger la population d'Israël, Lapid l'a délibérément mise en danger de recevoir en retour des roquettes envoyées depuis Gaza. Peu lui importait, puisque c'était l'occasion de menacer : « *Toute personne qui essaye de faire du mal à Israël doit le savoir, nous vous trouverons.* »

En l'occurrence, c'est aux 2,3 millions d'habitants de Gaza que du mal a été fait, et pire que cela. Des blessés, des morts, ont été causés par des bombardements dits ciblés frappant une population qui n'a aucun endroit où se réfugier, entassée dans des appartements surpeuplés, enfermée derrière ses frontières par un blocus terrestre, aérien et maritime qui dure depuis quinze ans.

Dans son scénario, après l'arrestation des militants du Jihad islamique à Jénine, en Cisjordanie occupée, le gouvernement Lapid avait

bloqué les points de passage surveillés permettant à des milliers de travailleurs et petits commerçants palestiniens de se rendre quotidiennement en Israël depuis le nord de Gaza. Ce faisant, il empêchait également des patients de se rendre à l'hôpital israélien et bloquait les camions-citernes livrant le carburant pour alimenter la seule centrale thermique de Gaza. Les Gazaouis, déjà soumis à des restrictions de courant quotidiennes, se sont trouvés privés d'électricité en plein mois d'août. « *Nous, on vit dans une prison géante et personne n'est responsable de nous, ni le Hamas, ni l'Autorité palestinienne, ni Israël* » a déclaré un proche des victimes.

En effet, c'est une situation d'apartheid que le pouvoir israélien impose de plus en plus à la population palestinienne en accélérant la



Le 6 août à Gaza.

colonisation.

C'est même le cas à l'intérieur d'Israël, entre la population juive et les Arabes israéliens. Quant aux habitants de Gaza, ils sont réduits de guerre en guerre à l'état d'otages, qui n'ont d'autre perspective que de survivre dans la pauvreté, le chômage et la peur.

Cette dernière opération guerrière lancée par Lapid, qui s'est poursuivie une journée après le cessez-le-feu négocié par les autorités égyptiennes, semble bien

avoir pour seul objectif d'asseoir l'aura du Premier ministre d'un gouvernement instable auprès de la fraction la plus droitière de l'opinion publique israélienne. Avant les élections anticipées qui doivent avoir lieu en novembre, c'est peut-être le début d'une surenchère avec l'ancien Premier ministre Netanyahu, concurrent de Lapid, surenchère dont la population, palestinienne mais aussi juive, aura à payer le prix.

Viviane Lafont

Milliardaires traqués : pourquoi tant de haine ?

Les milliardaires passent de mauvaises vacances. Depuis quelque temps, de jeunes impertinents férus d'informatique se sont mis en tête de reconstituer systématiquement les déplacements autour du monde de leurs jets privés et de les mettre sur la place publique.

Sur Instagram ou Twitter, vous pouvez ainsi de votre canapé suivre les allers et venues des avions de cinq grands patrons, Arnault, Bolloré, Pinault, Bouygues et Decaux. Rien qu'en juillet, ils ont émis au total 520 tonnes de gaz carbonique, soit l'équivalent des émissions d'un Français moyen pendant 52 ans.

Par ces temps de réchauffement climatique, et pour des patrons d'entreprises qui se félicitent de leur haute responsabilité environnementale, cela fait un peu désordre, surtout lorsqu'il s'agit de vols de 20 minutes pour des allers-retours vers des stations balnéaires.

En février, Elon Musk, riche patron de Tesla et de SpaceX, avait essayé d'acheter pour 5 000 dollars le propriétaire du compte Twitter qui suivait ses déplacements. Décidément trop radin, il s'était vu opposer un refus. C'était peu de temps

avant qu'il essaie de prendre le contrôle du réseau Twitter pour « défendre la liberté d'expression ».

La source principale des informations relayées par ces comptes est un site américain qui suit le trafic aérien. Son fondateur subit de grosses pressions de la part de tous ceux qui n'ont pas trop envie que leurs frasques aéronautiques soient connues de tous, des oligarques russes aux milliardaires saoudiens, mais pour l'instant, il peut s'abriter derrière les décisions de la justice américaine pour continuer son activité.

Les milliardaires ont toujours la solution de louer des avions d'affaires, c'est beaucoup plus discret. Pendant que les gouvernements organisent des campagnes pour expliquer qu'il ne faut pas être égoïste et qu'il faut fermer le robinet en se lavant les dents...

Serge Fauveau

Allemagne : grève victorieuse dans six hôpitaux

Après douze semaines de grève, les travailleurs des six CHU de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont réussi à imposer la majorité de leurs revendications.

La principale portait sur l'embauche dans les diverses catégories. Pour cela, avant même le démarrage de la grève, les salariés s'étaient réunis par catégorie, par métier et par service, pour évaluer les besoins.

Au CHU de Essen, la grève était dirigée par un comité de grève comprenant soignants, ASH, brancardiers, administratifs, personnel ouvrier ou kinésithérapeutes. Ce comité d'une vingtaine de membres était élu chaque fois pour une semaine. Tous les problèmes, obstacles, décisions à venir, étaient discutés et votés chaque jour collectivement en assemblée générale des grévistes.

Les directions ont essayé par deux fois de faire interdire la grève par la loi, le droit de grève étant restreint en Allemagne. Beaucoup d'opérations étant annulées et reportées en raison de la grève, ce furent en permanence les calomnies contre les grévistes. Mais ceux-ci n'ont pas lâché ! Au contraire, ils ont multiplié les discussions avec les collègues non

grévistés, souvent solidaires, les visites à d'autres hôpitaux et à des ouvriers d'entreprises en grève.

Après 77 jours de grève, les salariés des six CHU de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont obtenu la création d'environ 60 postes par CHU pour les secteurs non-soignants en grève. Et pour le personnel soignant, qui était de loin le plus nombreux en grève, ils ont arraché une convention collective « de décharge » : tous les membres d'équipes en sous-effectif recevront une compensation

sous forme de jours de « décharge », à terme jusqu'à 18 jours de travail en moins par an.

Le 19 juillet, les grévistes ont décidé que cet accord était acceptable et qu'ils pouvaient mettre fin à leur mouvement. La lutte devra bien sûr continuer pour contrôler que les dispositions seront bien appliquées.

Les grévistes reprennent avec la conscience d'avoir beaucoup appris, d'avoir emporté une bataille et d'avoir créé des liens solides au-delà des catégories pour l'avenir. Un exemple que déjà d'autres hôpitaux commencent à suivre.

Alice Morgen



Le 24 juillet 2022.

Afrique du Sud : le massacre des grévistés de Marikana

Le 16 août 2012, la police tirait sur des mineurs de platine en grève. 34 mineurs étaient tués : c'était la pire répression que commettait l'État sud-africain depuis le massacre de Sharpeville en 1960, à l'époque où la police protégeait le régime raciste de l'apartheid.

En 2012, l'ANC, le parti nationaliste noir de Nelson Mandela, était au pouvoir depuis dix-huit ans, à la tête d'un appareil d'État défendant aussi violemment l'ordre établi et le pouvoir du grand patronat que précédemment.

Le 10 août 2012, 3000 mineurs employés par Lonmin à la mine de platine de Marikana, à 100 kilomètres de Johannesburg, se mirent en grève pour une augmentation de 12500 rands, visant à tripler le salaire des plus mal payés. Ces derniers devaient envoyer de l'argent à leur famille, restée dans les provinces pauvres où le chômage atteignait 38% chez les adultes, le double chez les jeunes, et où la moitié de la population vivait en dessous du seuil officiel de pauvreté.

Un patron ancien dirigeant syndical

D'emblée la grève était désavouée par les dirigeants du Syndicat national des mineurs (NUM) fondé par Cyril Ramaphosa, militant de l'ANC, en 1982. Ce syndicat avait mené des grèves très dures sous l'apartheid, notamment celle de trois semaines de 1987 où plus de 300 000 mineurs avaient dû affronter la répression (onze morts et 500 blessés). Cette combativité ouvrière avait finalement servi de marchepied à Ramaphosa qui avait participé, de 1990 à 1994, aux négociations avec le gouvernement pour mettre fin en douceur à l'apartheid et transférer le pouvoir à Nelson Mandela et à l'ANC.

À partir de 1994, l'accession au pouvoir de l'ANC, soutenu par le Parti communiste et la confédération syndicale Cosatu, dont fait partie le NUM, était censée assurer la paix sociale à la bourgeoisie sud-africaine.

En échange, des cadres de l'ANC ont pu intégrer ses rangs, ce qui était au fond le but des nationalistes noirs depuis des décennies. Ramaphosa fut de ceux-là : n'ayant pas pu s'imposer à la tête de l'ANC lors de la succession de Mandela, le dirigeant syndical fit carrière comme patron. Avec l'aide de l'État, il devint multimillionnaire et membre de plusieurs conseils d'administration, dont celui de la compagnie minière Lonmin.

Celle-ci bénéficiait à travers lui d'un accès privilégié aux cercles du pouvoir et à Jacob Zuma, président en 2012 (en procès pour corruption actuellement). Les mineurs de Marikana avaient donc comme adversaires ceux qui s'étaient présentés comme leurs amis pendant des décennies.

Une répression brutale...

Dès le début de la grève, Lonmin refusa de recevoir les mineurs et de considérer leurs revendications salariales. Le syndicat officiel NUM qualifia la grève de « sauvage » et la combattit avec ses hommes de main, œuvrant conjointement avec ceux de Lonmin et avec la police. Entre le 11 et le 14 août 2012, six grévistes, deux agents de sécurité et deux policiers trouvèrent ainsi la mort au cours de divers accrochages.

Le 16 août, les mineurs occupaient une colline, équipés de machettes, lances et gourdins, armes plutôt symboliques, destinées à souligner leur détermination.

Des centaines de policiers étaient présents, bientôt rejoints par des soldats. Les grévistes refusèrent de se disperser, se regroupant au contraire en une masse compacte sur les flancs de la colline et déclarant qu'ils



Une manifestation des grévistes.

étaient prêts à mourir plutôt que de renoncer à leur combat. Des permanents du NUM, arrivés dans des blindés légers de la police, furent hués.

Les policiers reçurent l'ordre de tirer et firent en quelques minutes 34 morts et 78 blessés. Le nombre des blessés était sans doute plus important car certaines victimes préférèrent éviter l'hôpital de peur d'y être arrêtés et de rejoindre leurs 259 compagnons de lutte pris par la police.

Alors que la presse traitait sur le « Sharpeville de l'ANC », le NUM réclama l'arrestation des meneurs de la grève. Un responsable du Parti communiste écrivit : « La police utilisa ses armes exactement de la façon dont elle est censée s'en servir. Pour moi, les gens sur lesquels elle a tiré ne ressemblaient pas à des ouvriers. Nous devrions être satisfaits. La police a été admirable ». L'ANC accusa les grévistes d'avoir attaqué la police.

... qui n'arrête pas la grève

Malgré la répression, le patronat n'en avait pas fini avec les grèves. Ceux des employés de Lonmin à Marikana qui n'avaient

pas rejoint le mouvement le firent dès la nouvelle du massacre connue. Puis ceux des autres mines de platine de la région, appartenant à d'autres compagnies, se joignirent au combat pour les 12 500 rands d'augmentation.

Fin août, 12 000 mineurs d'or entrèrent à leur tour dans le mouvement, puis 10 000 autres. Eux aussi durent affronter l'hostilité militante du NUM, qui perdait des adhérents, et de la police qui tira et tua quatre mineurs le 3 septembre à la mine d'or de Gold One, à Molden, alors qu'ils étaient venus réclamer leur réintégration après le licenciement d'un millier d'entre eux en juin suite à une grève sauvage.

La production de platine fut presque entièrement stoppée par la vague de grèves qui touchait aussi les mines d'or : en octobre 75 000 mineurs étaient en grève. La police réagissait en organisant des raids brutaux dans les localités minières, pendant que Zuma accusait des « éléments étrangers clandestins » d'être à l'origine des grèves, et qu'un ministre annonçait à la télévision que « le

gouvernement ne tolérerait plus de tels actes », qui, selon lui, menaçaient la santé de l'économie.

Les grèves n'étaient pas coordonnées. Des grévistes annoncèrent devant un stade rempli de mineurs, que leur objectif était de lancer une grève générale dans les mines. Mais le mouvement resta une juxtaposition de grèves que chaque compagnie minière essayait de contenir par la menace de licenciements et la répression. Finalement, par l'intermédiaire de médiateurs et d'évêques, des compagnies se résolurent à lâcher 22% d'augmentation de salaire.

Aujourd'hui, dix ans après, le procès de six policiers, dont un général et un colonel, impliqués dans le massacre de Marikana, est en cours. Quant à Cyril Ramaphosa, ses états de service de patron de choc lui ont sans doute servi à devenir vice-président de l'ANC cinq mois après le massacre des ouvriers de Marikana, puis vice-président de l'Afrique du Sud en 2014. Avant d'accéder à la présidence en 2018 sur fond d'impopularité croissante de l'ANC. Son procès n'est pas prévu.

Lucien Déroit



La police à l'œuvre.

Grand Paris Express : conditions de travail dangereuses

Un accident grave s'est encore produit début août sur un des chantiers du Grand Paris Express, à Champs-sur-Marne, où un ouvrier a fait une chute de cinq mètres après avoir glissé sur un escalier.

Depuis 2020, il y a eu dix-huit accidents graves, dont deux mortels, mettant en cause la sécurité et les conditions de travail.

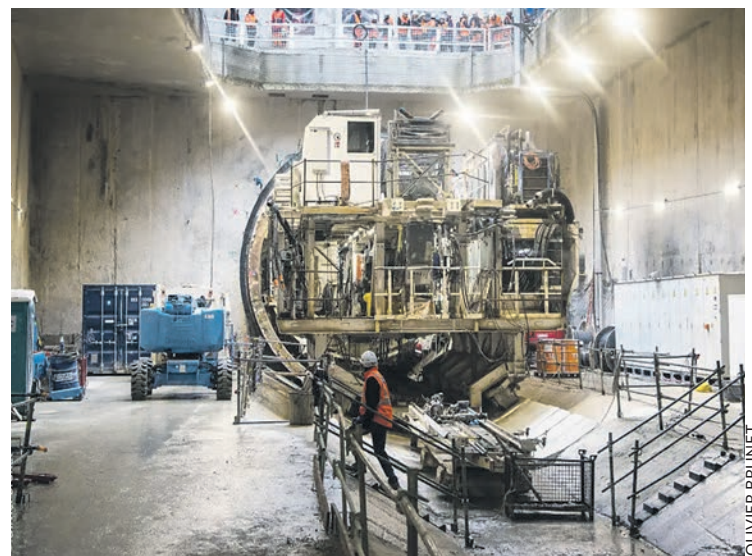
Le Grand Paris Express est un projet gigantesque de création et d'extension du réseau de métro sur la grande couronne. Il prévoit la création de quatre nouvelles lignes et l'extension de deux autres, 200 kilomètres de voies supplémentaires et 60 nouvelles gares. Évidemment, beaucoup d'entreprises se sont précipitées sur ce marché estimé à 40 milliards d'euros, depuis les plus grandes telles

Vinci, Eiffage, Bouygues, Campenon-Bernard, etc., jusqu'à des sous-traitants en cascade. Les 170 chantiers en cours emploient 6700 travailleurs.

Le quotidien d'information écologiste Reporterre, qui a mené en juillet une enquête sur ces chantiers, dénonce tous les manquements à la sécurité et les conditions de travail des ouvriers, dont beaucoup, comme partout dans le secteur du bâtiment, sont d'autant plus surexploités qu'ils sont sans papiers.

Les chantiers sont les lieux de travail les plus

accidentogènes, et ceux du Grand Paris Express n'échappent pas à la règle, au contraire. La multiplication des entreprises, des ouvriers qui se succèdent sur un même travail sans qu'il y ait eu la moindre communication, amplifient les dangers. On pousse les ouvriers à descendre dans les puits alors que leur badge de localisation ne fonctionne pas, ce qui fait qu'en cas d'accident, les pompiers seraient incapables de savoir qui est en bas; les détecteurs de gaz qui sonnent de façon intempestive amènent tout le monde à les ignorer. Les chefs poussent les travailleurs à accélérer pour finir dans les temps, ce qui augmente leur prime, y



OLIVIER BRUNET

compris lorsqu'ils portent de lourdes charges sur un sol glissant. Les dépassements d'horaires sont fréquents, faisant parfois faire aux travailleurs deux journées en une, sans que les salaires suivent bien évidemment, puisque c'est illégal; quand ils sont fournis, les habits, casques ou chaussures de protection peuvent être inadaptés ou trop bon marché pour être

efficaces, etc.

La Société du Grand Paris a mis en avant la Charte de sécurité dans laquelle elle se vante d'aller « au-delà des obligations légales ». C'est facile sur le papier, mais dans la réalité, les morts et les mutilés des chantiers sont là pour rappeler qu'encaisser des millions est la priorité des requins du bâtiment.

Marianne Lamiral

ArcelorMittal : moins de production, plus de profits

Comme TotalEnergies, Engie, Stellantis ou LVMH, ArcelorMittal, le trust de l'acier, du fer et du charbon, annonce des profits semestriels 2022 en hausse. Ceux de 2021 étaient déjà record, ceux de 2022 sont encore largement supérieurs.

Pour les six premiers mois de l'année, le bénéfice avant impôts, intérêts, amortissements – l'« Ebitda », en abrégé anglaise, le chiffre le plus surveillé par les capitalistes – s'est

élevé à 10,2 milliards de dollars, 23,5% de plus qu'en 2021! Ce n'est pas parce que la production a augmenté puisque, durant cette période, elle a au contraire diminué de 7%. C'est la hausse

des prix de l'acier, de 46% au premier trimestre, due en grande partie à la spéculation qui a provoqué cette croissance des profits. Bien sûr, cette flambée des prix et des profits est payée en définitive par les acheteurs d'automobiles, d'électroménager, etc.

Avec cet argent, ArcelorMittal rémunère grassement les actionnaires

par des dividendes qui ont augmenté de 50% depuis 2019. Il rachète en continu ses actions pour en faire monter le cours. Un nouvel achat de 1,4 milliard de dollars est ainsi prévu dans les mois qui viennent. Enfin, le trust se renforce encore en achetant pour des milliards de dollars une société de fer briqueté au Texas et l'entreprise sidérurgique

CSP au Brésil. Le tout en bénéficiant des subventions d'État, en particulier pour « la production d'acier vert ».

Quant aux travailleurs qui produisent ces profits, ils n'ont eu en France que 2% de plus sur leur salaire cette année et le sous-effectif est permanent dans les usines. De quoi semer une juste colère!

Correspondant LO

Avoriaz : des saisonniers se rebiffent

Le 2 et 3 août, une dizaine d'employés de l'hôtel Belambra Les Cimes du Soleil, dont le groupe éponyme est une holding, numéro 1 des clubs de vacances dans l'Hexagone, se sont mis en grève.

Depuis une semaine, la colère montait au fil des discussions et l'idée d'arrêter le travail faisait son



chemin. En cause: les sous-effectifs chroniques, les journées voire les semaines à rallonge jusqu'à dix jours d'affilée, les conditions de travail rendues déplorables entre autres à cause de matériels défectueux, tels que des aspirateurs sans roulettes affectés aux préposés au ménage. Pour couronner le tout, il fallait supporter le mépris d'une direction incapable de gérer les emplois du temps et refusant de payer une partie des heures supplémentaires. Certains ont alors pris des photos des emplois du temps, pour justifier les heures supplémentaires qu'ils étaient contraints de faire et que

la direction contestait. Puis l'idée de s'organiser a germé.

Finalement, lorsqu'un travailleur s'est retrouvé à nouveau seul pour une tâche qui requiert habituellement au moins quatre personnes, le mouvement s'est enclenché, trouvant l'appui d'une douzaine de collègues d'autant plus facilement que beaucoup s'étaient préparés à l'idée de réagir.

Effectuant des tâches diverses de cuisine, ménage, petits déjeuners, plonge, etc. avec des statuts différents tels que saisonniers ou intérimaires, les employés n'en avaient pas moins le sentiment et la fierté de partager un même sort et d'être plus forts, organisés tous ensemble. Ces jeunes travailleurs, dont certains ont

à peine 20 ans et pour qui c'était la première grève, ont désigné une délégation, qui s'est rendue auprès de la direction le lendemain pour porter leurs revendications. Inquiète de ce mouvement de colère, la direction a accepté de payer ce qu'elle devait et de lâcher sur d'autres points... en échange du départ des grévistes! Les

représentants des patrons du secteur se répandent dans les médias pour dire qu'ils ne trouvent pas de main-d'œuvre... sans préciser qu'ils la veulent soumise et corvéable à merci.

Alors cette grève est une leçon sur la bonne façon de se faire respecter face au cynisme patronal.

Correspondant LO

Pénurie de main-d'œuvre? Non, pénurie de salaire!

Il y a quelques jours, on a pu voir à la télévision la DRH d'un hôtel se lamenter sur l'impossibilité de recruter des femmes de ménage, « pénurie » qui l'oblige à fermer des chambres. La perte se chiffrerait en dizaines

de milliers d'euros, selon elle. Mais, continue-t-elle, elle ne va quand même pas « payer une femme de chambre 2 000 euros net par mois! »

Ce serait pourtant bien le minimum.

CHU - Angers : **casser le thermomètre n'arrête pas la fièvre**

En visite à Nantes, mercredi 3 août, le ministre de la Santé, François Braun, a refusé de parler « de fermeture d'Urgences » car « c'est un terme qui fait peur ». Il préfère parler d'« accès régulé médicalement ».

Cette tentative de camoufler la réalité a fait bondir plus d'un salarié confronté aux difficultés actuelles de l'hôpital public, même quand les Urgences ne sont pas fermées complètement.

En Maine-et-Loire, il y a officiellement une centaine

de lits de soins de suite fermés, ce qui ralentit le flux habituel des patients et aboutit à un manque de lits pour ceux qui en ont besoin après leur passage aux Urgences. Du côté du privé, il y a des lits, mais fermés : sur 350, seuls 90 sont ouverts à

la clinique de l'Anjou.

Au CHU d'Angers, la direction, comme le ministre, essaie de cacher la misère. Il manque des lits pour accueillir les patients les plus graves, mais elle refuse de donner des chiffres aux délégués des syndicats, car « ils seraient mal interprétés » et « utilisés pour donner une mauvaise image de l'établissement ». Elle vient d'annoncer la réouverture d'un ou deux lits disséminés dans plusieurs services,

mais sans le personnel qui devrait aller avec. Elle tente d'ouvrir une unité d'hébergement non médicalisée, c'est-à-dire sans personnel soignant, pour des patients qui ne peuvent pas regagner leur domicile mais qui n'ont pas de solution en soins de suite. Elle encourage en même temps les heures supplémentaires...

Bref, la maison brûle, mais tout va très bien, Madame la Marquise.

Correspondant LO



Crèches : vers de **simples consignes**



Manifestation en mars 2021.

Un arrêté autorise, à partir du mois de septembre, l'embauche dans les crèches de personnes sans aucune qualification, en principe à titre exceptionnel.

Ces salariés seraient formés sur place par les employés diplômés. Cette dérogation est une réponse à la pénurie de personnel formé. Comment les salariés, qui sont en nombre insuffisant, pourront-ils jouer le rôle de tuteurs ? D'après une enquête de la Caisse nationale d'allocations familiales, plus de 8000 postes restent vacants, et il manque toujours des places en crèche. La première ministre Elisabeth Borne s'est engagée à créer 200 000 places supplémentaires, mais avec quel personnel y parviendra-t-elle alors que rien n'est prévu pour former plus de professionnels ? Depuis une vingtaine d'années, l'État s'est défaussé sur le privé pour pallier le manque de structures publiques, mais

de nombreuses voix et témoignages dénoncent une aubaine pour faire des profits au détriment de l'accueil des tout-petits.

Devant les bas salaires, les conditions de travail difficiles et les difficultés de recrutement qui en résultent, on n'en a certainement pas fini avec les dérogations. Pour l'instant, les crèches doivent avoir 40% de leur personnel diplômé, un taux qui a déjà été abaissé de 10% en 2010 pour faire face au manque de personnel. Voilà qui risque de transformer le travail fait dans les crèches auprès des enfants en une simple garde-rie, et ces établissements en « consignes », comme le dénonce une partie du personnel du secteur.

Inès Rabah

Hôpital de Saint-Étienne : **drôle de paradis**

Judi 28 juillet, le nouveau ministre de la Santé, François Braun, en visite au CHU de Saint-Étienne, s'est exclamé « C'est le paradis ! » devant l'organisation des Urgences.

Les quelques aspects positifs sont pourtant bien plus le résultat du dévouement et de l'inventivité du personnel que des moyens qui sont, là comme partout, en baisse depuis des années.

Cette exclamation ministérielle est indécente et

révoltante : dès le lendemain de la visite, on apprenait que les Urgences de l'hôpital du Forez fermaient pour tout le week-end. Et celles de l'HPL de Saint-Étienne (Hôpital privé de la Loire) ont fermé la nuit pendant tout le mois de mars, et

celles de l'hôpital du Gier, à Saint-Chamond, ont fermé plusieurs mois l'an dernier.

Les solutions existent pour remédier à cette situation, et il n'y avait pas besoin de se déplacer pour les connaître car elles correspondent à ce que réclament les travailleurs de l'hôpital depuis des années : des moyens, du personnel et des salaires décents !

Correspondant LO

Air France : **profit rime avec emplois supprimés**

Cet été, pour les passagers, pagaille et perte de bagages sont au rendez-vous dans les aéroports, faute de personnel.

Mais pour les actionnaires des grandes compagnies aériennes, crise ou pas, c'est comme en première classe : champagne pour tout le monde !

Les chiffres que viennent de publier Air France-KLM, Lufthansa, Finnair, Turkish Airlines notamment, indiquent qu'après avoir connu deux années de trous d'air dus au Covid, ces compagnies dégagent à nouveau des bénéfices. Dans le cas du groupe Air France, ceux-ci atteignent 324 millions d'euros au deuxième trimestre. Du coup, la capitalisation boursière des compagnies citées a retrouvé, voire dépassé son niveau d'avant la pandémie.

Selon un indicateur-clé de la santé du secteur, la recette par siège s'établit pour Air France-KLM à 15% de plus qu'il y a trois ans. Il y a pourtant 18% de passagers en moins, car si le trafic a triplé en un an il n'a pas tout à fait retrouvé son niveau d'avant-Covid. Le groupe n'en affiche pas moins un bénéfice avant impôt équivalent à celui de 2019.

Air France-KLM a déjà remboursé 60% des 10,4 milliards de prêts que lui avaient versés les États français et néerlandais au plus fort de la pandémie. Le groupe veut maintenant atteindre 75%, ce qui lui donnera le droit, au regard de la réglementation

européenne, de reprendre ses opérations de prise de contrôle de compagnies mal en point, telle l'ex-Alitalia sur laquelle il lorgne.

Les milieux patronaux et la presse économique saluent la performance d'Air France, mais sans rappeler le coût social. Car tout en se faisant arroser d'argent public et en obtenant de l'État qu'il prenne en charge une grande partie de ses salaires, la compagnie a supprimé 7500 emplois en deux ans. Et elle n'entend pas s'en tenir là : elle veut maintenant pousser vers la sortie 300 salariés des escales d'Orly et de Marseille. Malgré ses bénéfices ? Oui, et pour en accumuler toujours plus.

Correspondant LO

Travailleurs sans papiers : régularisation !

Les travailleurs sans papiers de RSI Gennevilliers, DPD Coudray-Montceaux, Chronopost Alfortville, rejoints par des dizaines d'autres dans les mêmes conditions, continuent leur lutte pour obtenir leur régularisation depuis plus de dix mois et sont sur les piquets de grève devant ces trois entreprises.

Bien que certains aient depuis obtenu les justificatifs demandés par l'État, ce sont les préfetures qui refusent de traiter les dossiers pour l'attribution des titres de séjour. Le ministre du Travail, la Direction générale des étrangers, ont tour à tour promis de donner une suite mais rien ne s'est passé. Les déclarations du

ministre Darmanin assimilant délinquance et immigration, l'annonce d'un grand débat et d'un projet de loi sur l'immigration, ne font que préparer des conditions plus difficiles pour eux. Dans l'immédiat, elles se sont traduites par une présence policière provocante et du harcèlement lors de leurs manifestations.



En leur refusant la régularisation, l'État maintient les travailleurs sans papiers dans une situation qui permet aux patrons de les surexploiter. Contraints de se cacher pour aller travailler, d'éviter les contrôles de police, ils vivent dans une précarité totale et sont employés hors des règles normales. Ce sont des horaires invivables, des temps partiels, des heures non payées,

le vol sur les feuilles de paye, des accidents du travail non reconnus et des arrêts maladie impossibles. Ils sont corvéables à merci mais quand ils réclament ou protestent, c'est la fin de mission ou le licenciement immédiat sans droits ni indemnités, faute de « papiers » en règle!

Ce système d'exploitation des sans papiers permet aux entreprises du bâtiment et travaux publics et également aux sociétés du colis et de la logistique, même contrôlées par l'État comme celles du groupe La Poste, d'exploser leurs bénéfices avec le développement du commerce en ligne! Cela s'effectue au travers de toute une cascade de sous-traitants et d'agences d'intérim.

Il y a quelques mois, la direction de La Poste a dû reconnaître que des salariés sans papiers avaient travaillé sur plusieurs sites mais au lieu de leur fournir les documents pour leur régularisation, elle a rompu le contrat avec son

sous-traitant Derichebourg, fournisseur de main-d'œuvre sur ces sites.

On retrouve ces travailleurs sans-papiers dans les secteurs de l'économie où les conditions de travail sont les plus dures et les salaires les plus bas : ce sont les chantiers du bâtiment, nombreux en ce moment en Île de France avec les constructions à l'approche des Jeux olympiques ou du Grand Paris Express, le nettoyage, le ramassage des déchets, la logistique, les transports, les abattoirs, la récolte des fruits, les auxiliaires de vie, etc.

Ces travailleurs sont une partie intégrante de la classe ouvrière, la partie la plus exploitée. Leur situation en fait des travailleurs sans titre dont rien ne garantit les salaires ni les droits qui peuvent être bafoués par les patrons. Leur combat concerne toute la classe ouvrière.

Correspondant LO

Bergerac : patron incontrôlé, ouvriers blessés

Le 4 août à Bergerac en Dordogne, plusieurs explosions ont secoué la poudrerie Eurengo, blessant huit travailleurs, dont un grièvement.

Un accident grave sur ce site classé « Seveso seuil haut » s'était déjà produit en 2013. Le maire LR et la préfeture se sont empressés de rassurer la population voisine. Mais en fait ils laissent le patron de la poudrerie

faire ce qu'il veut. La commission de suivi de ce site ne s'est pas réunie depuis 2018 et l'entreprise n'a jamais transmis les documents au sujet des risques et outils de prévention, pourtant requis par la loi depuis

la catastrophe d'AZF il y a vingt ans.

Il y a en France 1302 sites Seveso, dont 691 sont « seuil haut ». Or les pouvoirs publics ne contraignent pas sérieusement les patrons à la transparence. Ils ne l'ont pas plus fait à Rouen avec l'incendie de Lubrizol en 2019, qu'à Bergerac à présent.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Taiwan : une créature de l'impérialisme

TAIWAN PRÉSIDENTIAL OFFICE HANDOUT / REUTERS



Nancy Pelosi et la présidente de Taïwan.

Taïwan est une petite île de 30 000 km² située à moins de 200 km de la côte sud-est de la Chine. Habitée aujourd'hui par un peu plus de 23 millions d'habitants, elle est depuis plus d'un siècle un champ de manœuvre de l'impérialisme.

L'île a été longuement gouvernée par la Chine impériale avant de devenir en 1895, après la défaite de celle-ci face à l'impérialisme japonais naissant, une colonie du Japon. En 1945, après la défaite japonaise, les puissances impérialistes décidèrent que Taïwan serait rétrocédé au régime du Kuomintang et de Tchong Kaï-check. Cette dictature nationaliste s'était imposée en Chine au milieu des années 1920, mais elle était alors contestée par la puissante révolte paysanne, menée par le Parti communiste chinois.

Dès 1945, l'état-major américain fit de Taïwan une base militaire, équipant et entraînant les divisions du Kuomintang envoyées sur le continent pour tenter d'endiguer l'avancée des troupes communistes de Mao Tsé-toung. Dans un premier temps, la population de l'île accueillit avec soulagement le départ des colonisateurs japonais. Mais à la place s'installèrent l'arbitraire, la corruption et la brutalité

de l'appareil du Kuomintang qui, comme en Chine continentale, n'avait d'autre souci que celui de se remplir les poches en se payant sur l'habitant.

La population taïwanaise fut ainsi poussée à la révolte. Le 27 février 1947, une exaction de plus de la police du Kuomintang mit le feu aux poudres. Les manifestations se multiplièrent pendant deux semaines. Mais à partir du 8 mars, les troupes fraîches du Kuomintang arrivées de Chine continentales eurent le dessus. Pendant une semaine, nuit et jour, elles se livrèrent à des exécutions à la chaîne, passant par les armes tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin. Ce bain de sang aurait fait entre 10 000 et 30 000 morts.

En 1949, l'île put ainsi devenir, sous la protection des troupes américaines, le dernier refuge des troupes nationalistes battues sur le continent par celles du Parti communiste. Le Kuomintang et Tchong Kaï-check imposèrent une

dictature féroce à la population taïwanaise. Pendant quarante années, une période qualifiée de « Terreur blanche », 140 000 personnes furent emprisonnées pour leurs sympathies pour le Parti communiste chinois ou pour leur opposition au gouvernement nationaliste. Entre 3 000 et 4 000 d'entre elles furent exécutées. Et l'île devint un bagne pour la classe ouvrière.

Les États-Unis financèrent en grande partie le développement de la bourgeoisie locale et de son industrie. Cela se fit à coups de milliards de subventions directes, qui venaient s'ajouter à l'aide militaire américaine et aux retombées sonnantes et trébuchantes de la guerre du Vietnam. Taïwan servit de base de repli permanente pour les troupes américaines pendant toute la durée du conflit, en même temps que d'atelier de pièces détachées pour ses équipements et de principal fournisseur de vivres.

La loi martiale ne fut levée qu'en 1987 permettant au régime de se donner une façade démocratique à partir des années 1990. Aujourd'hui, le Kuomintang n'est plus au pouvoir mais dans l'opposition. La bourgeoisie taïwanaise a grandi et prospéré sous la protection de l'impérialisme et grâce aux marchés et aux capitaux qu'il lui a fournis. Elle a pu trouver un certain consensus au sein de la fraction de la population qui jouit d'un niveau de vie plus élevé qu'en Chine continentale. Mais l'appareil d'État qui la protège, avec ses nerfs, est toujours celui de la dictature.

Serge Benham

Climat : pas de solution sans révolution

La période de canicule et les incendies catastrophiques qui se multiplient ont mis en évidence les conséquences immédiates et laissent prévoir les conséquences futures du réchauffement climatique.

Ce qui semblait être une catastrophe lointaine, une vue de l'esprit ou la conclusion théorique de rapports scientifiques obscurs est devenu en France une réalité terrifiante, locale, tangible.

Les commentateurs et les responsables politiques ont aussitôt ressorti leur arsenal de recettes contre le réchauffement climatique. Cela va des appels à fermer les volets jusqu'à l'engagement de végétaliser les villes, des promesses anti-gaspi de Carrefour au verdissement de Total, du juste gonflage des pneus de vélos aux milliards versés aux trusts de l'automobile pour passer à l'électrique. Cette chanson-là vaut toutes les autres : l'État traite les braves gens comme des enfants naïfs et verse des milliards aux capitalistes qui prétendent se verdir.

La réalité est que les groupes capitalistes les plus puissants sont libres de faire ce qu'ils veulent, où ils veulent, sans avoir à rendre de comptes sur ce qu'ils détruisent, hommes, faune et flore, et sur ce qu'ils laissent derrière eux. La semaine de la canicule de juillet, Biden et Macron, chacun de son côté, négociaient des accords commerciaux avec les dictatures pétrolières. Les majors (les plus grands trusts) se répartissaient les

nouveaux champs pétroliers en Afrique centrale, préparant pollution, déforestation et guerres civiles autour des pipelines, sans même que quiconque sache si ce pétrole sera nécessaire. La compagnie Ponant promettait de nouvelles croisières vertes pour promener les riches dans l'Arctique et CMA CGM commandait quelques porte-conteneurs géants de plus. La France brûlait des tonnes de gazole avec sa parade militaire, augmentait le budget de ses généraux et promettait des sacrifices à ses travailleurs. La Bourse constatait avec ravissement que l'excédent de capitaux permettait aux bourgeois de se disputer des tableaux à coups de centaines de millions de dollars pendant que des centaines de millions de familles se préparent avec anxiété à la famine que promet la hausse du cours mondial des céréales.

Ces gens qui dirigent la planète la laisseront crever, elle et ses habitants, avant de changer quoi que ce soit, sauf si on les contraint. L'écologie, si elle ne prévoit pas l'expropriation du capital, se révèle comme au mieux du jardinage de loisir et, plus souvent, comme une tromperie politique.

Paul Galois

Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière poursuivent leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août. Dans les différentes régions du pays, ils vont à la rencontre des classes populaires. C'est l'occasion de discuter de la situation actuelle et de ce qui attend les travailleurs, face au gouvernement qui poursuit la politique de ses prédécesseurs, au service du grand patronat.

Bordeaux

Jeu 11 août : Bordeaux
Ven 12 août : Bègles
Sam 13 août : Bègles

Lorraine

Jeu 11 août : Metz/
Hayange
Ven 12 août :
Saint-Avold/Thionville
Sam 13 août : Longwy

Picardie-Somme

Jeu 11 août : Mers-
les-Bains/Eu/
Le Tréport

Ven 12 août :
Amiens

Sam 13 août :
Abbeville

Poitou-Centre

Lun 15 août : Poitiers
Mar 16 août : Poitiers
Mer 17 août :
Chatellerault
Jeu 18 août : Amboise
Ven 19 août :
Vendôme
Sam 20 août : Blois

